LE PREMIER MINISTRE SERA ISSU DE LA NOUVELLE MAJORITE

François Mitterrand choisira d'ici peu

Le Président François Mitterrand a annoncé, dans une déclaration surprise, que le nouveau premier ministre, choisi dans la «Nouvelle Majorité», et le nouveau gouvernement seraient au travail rapidement.

Il appellera **«demain»** la personnalité qu'il aura choisie, les circonstances exigeant que **«tout soit en place d'ici peu»**.

Les spéculations ont couru très vite hier sur le sens -**«littéraire»** ou très temporel- du **«demain»** employé par le chef de l'Etat. L'Elysée ne levait pas l'ambiguité, se refusant à tout commentaire. Certes, l'année dernière, quand le président Mitterrand avait dit à l'improviste, dans une émission télévisée, qu'il se rendrait **«demain»** en Nouvelle Calédonie, il s'agissait bien du lendemain. A t-il, en cette circonstance plutôt voulu parler de l'avenir proche? Aucune réponse sûre ne peut être apportée.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées:

- dimanche soir et dans la journée d'hier, on pensait généralement que le Président de la République prendrait son temps. Sa déclaration à la télévision a surpris plusieurs de ses collaborateurs. Dans les milieux politiques, y compris de la nouvelle majorité, beaucoup pensaient logique -de son point de vue- qu'il attende l'élection vendredi des présidents des conseils régionaux avant de se décider. Ces élections vont en effet poser des problèmes au RPR et à l'UDF dans bon nombre de régions où le Front National est en position d'arbitre.

- un indice d'une nomination dès aujourd'hui se trouve dans une petite phrase de Michel Noir, député RPR du Rhône, qui a pris un relief particulier.

«Jacques Chirac devrait accepter d'être premier ministre si c'est ce qui se passe dans la journée de demain», a t-il dit. Selon les commentateurs, une nomination dès aujourd'hui pourrait signifier que le Président Mitterrand est décidé à appeler M. Chirac. La nomination d'une autre personnalité de la nouvelle majorité prendrait plus de temps.

- L'affaire des otages français au Liban, les rendez-vous internationaux -M. Mitterrand reçoit George Shultz, secrétaire d'Etat américain, vendredi- pourraient expliquer une accélération dans la mise en place d'un nouveau gouvernement.

RPR et UDF sans compromis

La «nouvelle majorité» a commencé d'ailleurs à s'inquiéter du processus qui va commander les quelques jours à venir. Le RPR et l'UDF ont été prompts à adopter un communiqué commun affirmant leur volonté de gouverner sans compromis. Ils n'ont avancé aucun nom, mais celui de Jacques Chirac revenait dans toutes les conversations.

Le Chef de l'Etat devrait utiliser à plein toutes les possibilités que lui offre la victoire «Ric-rac», de l'ensemble RPR-UDF Divers droite.

Selon les derniers pointages, RPR et UDF ont totalisé après le scrutin de dimanche 277 sièges. Pour atteindre la majorité absolue de 289, ils doivent compter sur l'appui de douze «divers-droite». Ceux-ci sont bien là, mais constituent un ensemble peu homogène, allant d'une élue guadeloupéenne, Lucette Michaux-Chevry, ancienne socialiste, ancienne PR, au maire libéral de Toulouse Dominique Baudis, en passant par Jean Royer, le maire de Tours, et plusieurs **«dissidents»** qui avaient été mécontents de la constitution des listes.

Le RPR et l'UDF se sont, au niveau de l'Assemblée nationale, interdit de chercher un appui auprès du Front National. Mais le problème des rapports entre RPR-UDF et le Front National risque de se poser quand même, au niveau des régions. Selon les premières analyses, le Front National pourrait être en position d'arbitre dans neuf régions pour l'élection des présidents des conseils régionaux qui ont été élus dimanche pour la première fois au suffrage universel.

Dimanche soir à la télévision, Jacques Chirac s'est posé comme un possible futur premier ministre, appelant au **«rassemblement»** et à **«une nouvelle politique»**.

Mais d'autres avaient adopté également un ton solennel. Jacques Chaban-Delmas, intervenant de sa mairie de Bordeaux a laissé entendre qu'il était toujours disponible. On a également écouté attentivement Simone Veil tout comme Valéry Giscard d'Estaing qui souhaite une alternance **«ferme et raisonnable»**.

Hier matin, une réunion secrète, tenue dans le haut lieu de l'union de l'ancienne opposition qu'est le Sénat, a semble t-il **«verrouillé»** la question. Le communiqué commun diffusé à l'issue de la rencontre était une **«façon élégante»** de dire à Simone Veil et Jacques Chaban Delmas qu'on leur préférait M. Chirac, dit-on au Parti Républicain. Au RPR, dont les nouveaux élus se réuniront aujourd'hui pour apporter leur soutien à Jacques Chirac, la tendance est bien sur la même.

L'étroitesse de la majorité favorise le choix de M. Chirac par rapport à ses concurrents potentiels, même si elle ne lui faciliterait pas la tâche une fois à Matignon.

La déclaration du chef de l'Etat

Voici le texte intégral de la déclaration faite par M. Mitterrand hier soir en direct de l'Elysée sur les trois chaînes de télévision:

«Vous avez élu dimanche une majorité nouvelle de députés à l'Assemblée nationale. Cette majorité est faible numériquement, mais elle existe, c'est donc dans ses rangs que j'appelerai demain la personnalité que j'aurai choisie pour former le gouvernement, selon l'article 8 de la Constitution.

«M. Laurent Fabius, m'a informé ce matin qu'il était prêt dès maintenant à cesser ses fonctions, j'ai pris acte de sa démarche et lui ai demandé de rester à son poste avec les autres membres du gouvernement jusqu'à la nomination de son successeur. Ainsi restera assurée l'indispensable continuité des pouvoirs publics. Vous m'en avez donné mandat en 1981 et vous m'en avez fait par là-même un devoir, je m'y conformerai.

«Les circonstances exigent que tout soit en place d'ici peu, je remercie la majorité sortante pour le travail qu'elle a accompli avec courage et détermination. Elle laisse la France en bon état et peut être fière de son œuvre. Je forme des vœux pour que la majorité nouvelle réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre, selon les vues qui sont les siennes. Je mesure l'importance du changement qu'implique dans notre démocratie, l'arrivée aux responsabilités d'une majorité politique dont les choix différent sur des points essentiels de ceux du président de la République.

«Il n'y a de réponse à cette question que dans le respect scrupuleux de nos institutions, et dans la volonté commune de placer au-dessus de tout l'intérêt national.

«Quant à moi, dans la charge que vous m'avez confiée et que j'exerce, je m'attacherai à défendre partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, nos libertés et notre indépendance, notre engagement dans l'Europe et notre rang dans le monde.

«Mes chers compatriotes, ayons confiance, au-delà des divergences bien naturelles qui s'expriment à chaque consultation électorale, ce qui nous rassemble est plus puissant encore, c'est l'amour de notre patrie. Vive la République, vive la France.»

Fabius prêt à démissionner

Laurent Fabius a réuni, hier, la quasi totalité de son gouvernement pour un déjeuner à l'Hôtel Matignon qui, selon Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, était «très gai, très détendu, très amical».

Le Premier ministre, lors de ce repas qui a duré deux bonnes heures, a évoqué la lettre qu'il avait remise le matin au chef de l'Etat (rendue publique dans l'après-midi par l'Elysée) et dans laquelle il indiquait qu'il était à sa *«disposition»* pour lui remettre sa démission et celle du gouvernement *«au moment que vous jugerez le plus opportun»*. *«Maintenant, on attend, ça peut durer encore quelques jours avant que ne soit nommé un nouveau Premier ministre»*, a estimé un des ministres.

Outre les membres du gouvernement, Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, participaient au déjeuner.

Alors que Roland Dumas, entré à Matignon le dernier et sorti le premier, Pierre Joxe et Paul Quilès se refusaient à tout commentaire, d'autres ministres se sont prêtés de bonne grâce aux questions des journalistes. Le plus loquace a incontestablement été Jack Lang. Particulièrement optimiste, le ministre de la Culture a assuré qu'il s'agissait d'un «déjeuner d'avenir».

Nous avons le sentiment que, quoi qu'il se passe, les mois qui viennent peuvent simplement être une parenthèse et notre mouvement, qui a remporté un succès historique, va inévitablement rebondir et s'amplifier dans les prochains mois», a-t-il ajouté.

COMMENTAIRE

SAGESSE

DÉCIDÉMENT, François Mitterrand aime les surprises. C'est à l'improviste que, hier soir, il apparaît sur les petits écrans. Intervention inattendue, et pourtant très attendue car pour la première fois depuis le début de la cinquième République, c'est un Président dont les amis ont été battus aux élections législatives et qui ne dispose donc plus d'une majorité de gouvernement qui parle. Premier chef de l'Etat de gauche, François Mitterrand devient aussi le premier chef de l'Etat à inaugurer cette configuration politique inconnue qu'on nomme la cohabitation.

Or, ce Président-là, tout démuni de majorité politique qu'il soit, toute rejetée qu'ait été sa politique, conserve malgré tout bien des armes dont certaines redoutables. Celle, d'abord de choisir le Premier ministre. En outre, il l'a dit, il ne restera pas «inerte» face à une majorité de droite. Enfin, il a à l'avance décrit la cohabitation comme un jeu étrange où lui-même tirerait à hue tandis que le gouvernement tirerait à dia. C'est dire que toute l'opposition, devenue majorité, redoutait de la part de cet homme mille et une manœuvres, perfides tactiques et funestes machinations. François Mitterrand, homme de la IVe République, ne connaît-il pas, ne goûte-t-il pas les délices des combinaisons politiques? C'est d'ailleurs pour éviter que François Mitterrand ne tente une quelconque manœuvre de contournement que la coalition U.D.F. - R.P.R. publiait, dès hier, un communiqué commun offrant un front uni face aux éventuelles visées du chef de l'Etat.

Dès hier soir, François Mitterrand a voulu délivrer un message essentiel, coupant court aux machiavéliques intentions qu'on lui prête. Son message, c'est qu'il ne finaudera pas avec le suffrage universel. La droite a gagné. Elle gouvernera donc. C'est en son sein que sera choisi le Premier ministre. En outre, il sera choisi dès aujourd'hui. C'est dire qu'il n'y a à redouter ni astuce destinée à priver la droite de sa victoire, ni consultations interminables et autres temporisations. Vrai démocrate, François Mitterrand se pose aussi en vrai sage. De la sagesse, il en réclame de la part de tous, et notamment de ceux qui siègeront à ses côtés au conseil des ministres. Etant entendu que lui-même en est plein: ne souhaite-t-il pas bonne chance au futur gouvernement à qui il laissera appliquer sa politique économique?

Certes. Mais la sagesse efface-t-elle les divergences politiques, les rapports de force, les conflits d'intérêt? Evidemment pas. La cohabitation démarre sous des auspices de raison et de tolérance. Tant mieux. Ce n'est pas être pessimiste que de se demander jusqu'à quand cette configuration bizarre au sommet de l'exécutif pourra durer.

Jérôme COLLET

SPÉCIAL ÉLECTIONS

Perplexité à l'étranger

par René DABERNAT

PAS de pessimisme pour la France mais beaucoup d'incertitude: c'est l'opinion dominante chez nos partenaires du Marché Commun et aux Etats-Unis après le vote de dimanche. Tous soulignent que, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République la majorité parlementaire est d'une couleur politique opposée à celle qui avait élu le chef de l'Etat.

Malgré le score flatteur du Parti socialiste, tous notent aussi que la gauche a perdu plusieurs leviers essentiels du pouvoir. Un observateur britannique constate:

«Désormais, la gauche dans son ensemble oscille autour de 45% contre 55% pour la droite. M. Mitterrand se trouve donc privé de sa base initiale de 1981. De plus, les 45% ne forment pas un bloc homogène. Au contraire, le P.C. se dresse contre le P.S. et plusieurs leaders socialistes briguent déjà l'Elysée.»

Certes, nos interlocuteurs connaissent l'habileté manœuvrière du chef de l'Etat et ils prévoient des turbulences dans notre pays. Cependant, relève une personnalité allemande, *«la droite tient le Sénat, le Palais Bourbon et bientôt l'Hôtel Matignon. Cela lui donne beaucoup d'atouts».*

Au cours de nos conversations avec les milieux étrangers nous entendons souvent exprimer la crainte que la formule d'un *«exécutif français à deux têtes»* n'entraîne des blocages institutionnels ou autres. Certains redoutent que cette situation ne prolonge le décalage, observé pendant la campagne électorale, entre le discours politique parisien et les réalités profondes de la nation.

Voilà pourquoi nos partenaires sont perplexes. Toutefois, vue du Marché Commun et des Etats-Unis, la France conserve deux chances importantes.

D'abord le nouveau gouvernement, estime-t-on, bénéficiera d'un meilleur appui dans les milieux d'affaires pour relancer l'économie et créer des emplois. A cet égard, la baisse cumulée du dollar, du pétrole et des taux d'intérêt fait prévoir aux experts internationaux une reprise des affaires d'ici quelques mois dans l'Hexagone.

Ensuite, les principaux créanciers de notre pays accepteront, nous dit-on, de rééchelonner la dette extérieure française. Celle-ci atteint actuellement 62,5 milliards de dollars soit plus que l'Argentine. Un rééchelonnement permettrait de desserrer cet étau, sur lequel MM. Mitterrand, Fabius et Bérégovoy ont fait le silence.

R.D.

R.P.R. - U.D.F.: union autour de Jacques Chirac

Les dirigeants du R.P.R. et de l'U.D.F. qui ont défini d'un commun accord hier les critères sur lesquels un Premier ministre issu de la nouvelle majorité pourrait accepter de former un gouvernement, se sont bien gardés d'avancer un nom, même si celui de Jacques Chirac revient dans toutes leurs conversations.

Les dirigeants de la nouvelle majorité parlementaire, et M. Chirac le premier, savent en effet que sous la Ve République c'est au président de la République de pressentir puis de désigner le Premier ministre. Ils ont simplement fait savoir hier que les Français avaient choisi «une nouvelle majorité» et par là même «une nouvelle politique» qui devrait être mise en œuvre «sans compromission ni concessions». Ils ont également précisé qu'un Premier ministre sollicité devrait s'assurer avant d'accepter du soutien «de l'ensemble des forces politiques de la nouvelle majorité». **«La personne pressentie par François Mitterrand devra s'assurer avant de dire oui qu'elle a vraiment l'accord de la majorité»**, a souligné Jean Lecanuet.

Le R.P.R. et l'U.D.F. qui, après leur rencontre secrète au Sénat, se sont réunis séparément, attendent désormais **«des nouvelles du président». «Rien n'a été programmé»** pour de nouvelles réunions communes, même si les deux formations ont décidé de rester **«en contact permanent»**, indiquait-on hier soir dans l'entourage de Jacques Chirac.

«Alliance en béton»

De l'avis général, M. Chirac est le favori pour occuper les fonctions de Premier ministre. Au parti républicain, où l'on revendique **«une alliance en béton»** avec le R.P.R. on souhaite que cette union se fasse **«autour de Jacques Chirac». «Désormais on attend,** expliquait hier après-midi un responsable du P.R. **Nous disons à M. Mitterrand, c'est nous qui choisissons celui que vous choisirez. C'est un peu un quitte ou double, ou M. Mitterrand craque et choisit M. Chirac, ou alors c'est la crise».**

Au R.P.R., plusieurs responsables affirmaient de leur côté que l'étroitesse de la majorité **«favorisait»** M. Chirac. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils soulignaient que quelques sièges d'avance assurent finalement **«une plus grande cohésion»** de la future majorité.

Le portrait robot du futur Premier ministre, tracé depuis dimanche soir par les nouveaux députés, correspond exactement à M. Chirac, même si quelques U.D.F., comme Alain Madelin, estiment que **«deux ou trois personnes ont le profil type».**

Jacques Toubon et Michel Noir ont été encore plus nets: pour eux M. Chirac n'a pas le choix, il devra, s'il est appelé, accepter. **«En homme de devoir et animateur de la nouvelle majorité, il ne doit pas décevoir l'espérance des Français qui souhaitent un changement de politique».**

M. Chirac, qui recevra aujourd'hui l'appui des nouveaux députés R.P.R., réunis dans un grand hôtel parisien, avait lui-même fixé avant les élections les **«quatre conditions»** qui permettraient **«qu'un Premier ministre accepte la mission».** La première, **«l'existence d'une majorité»,** est remplie. Restent les trois autres: s'assurer de **«façon indiscutable»** de la confiance de cette majorité, appliquer **«sans compromis ce pourquoi la nouvelle majorité a été élue, c'est-à-dire son projet»,** obtenir enfin que le président de la République s'engage **«sans ambiguïté»** à laisser le gouvernement appliquer cette politique.

REGIONALES

Les socialistes ne conservent que le Nord et le Limousin

On retrouve dans les résultats des élections régionales les mêmes grandes tendances qui se sont dégagées, dimanche, à l'occasion des législatives. Ainsi, même si la gauche perd 4 des 6 conseils régionaux qu'elle détenait, on remarque le maintien, voire la progression du parti socialiste sauf dans ses fiefs traditionnels du sud-est et du Midi, et le déclin confirmé du parti communiste. A droite, on assiste à un rééquilibrage des élus locaux en faveur du R.P.R. mais la percée la plus spectaculaire, encore plus sensible au plan régional qu'au plan national, est incontestablement celle du Front National.

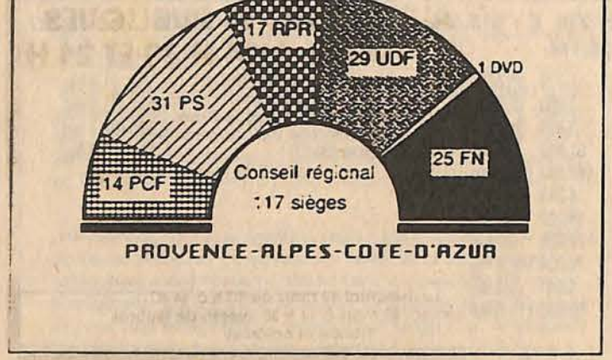
U.D.F. et R.P.R. craignaient d'avoir à négocier avec le Front National dans trois régions où la majorité devait, et a basculé de gauche à droite: Provence - Alpes - Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.

Le Front National en arbitre

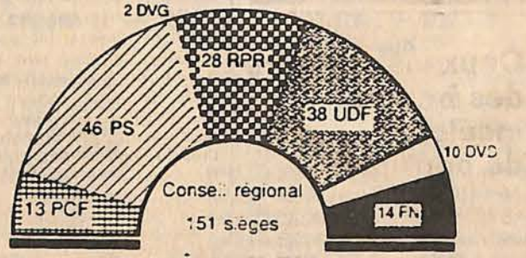
Mais les amis de Jean-Marie Le Pen font désormais figure d'arbitre dans six autres régions. Six régions où, jusqu'à présent, la nouvelle majorité parlementaire dominait seule: l'Aquitaine, Champagne-Ardennes, Franche-Comté, Ile-de-France, Haute-Normandie et Picardie. Six présidents, parmi lesquels Jacques Chaban-Delmas (R.P.R.), Bernard Stasi (U.D.F.-C.D.S.), Edgar Faure (U.D.F.) et Michel Giraud (R.P.R.), qui s'ils ne négocient pas avec les élus du Front National, devront se contenter d'une majorité relative pour être reconduits puis pour gérer leur région.

Dans trois autres régions, la coalition U.D.F. et R.P.R. n'a qu'un siège de majorité après la percée du Front National et face à une gauche qui progresse sensiblement: la Bourgogne, le Centre et la Lorraine.

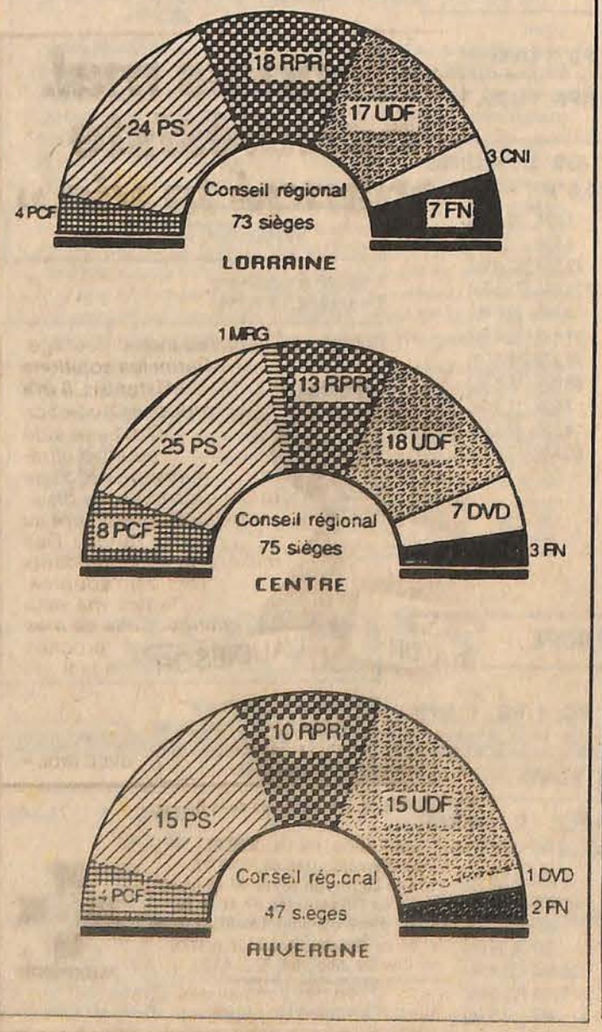
En Corse, enfin, il sera indispensable au R.P.R. et à l'U.D.F. de maintenir l'accord qui les lie déjà avec le Front National pour conserver la présidence à la majorité relative. Dans l'Ile de Beauté, en effet, l'arbi-

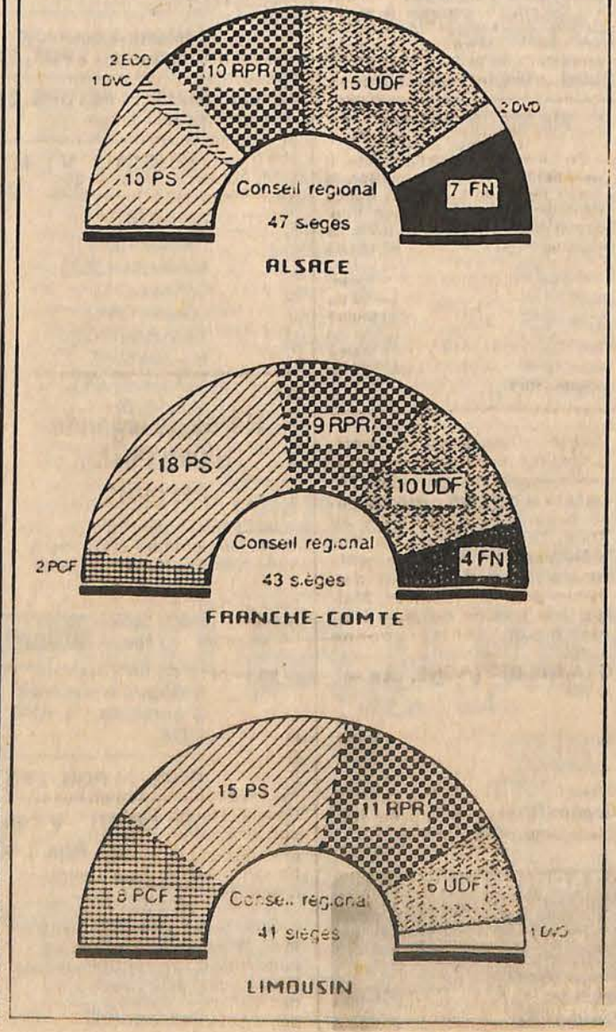


PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR



RHÔNE - ALPES





Valéry Giscard d'Estaing, de son côté, a largement gagné son pari de l'Union en Auvergne. L'ancien chef de l'Etat a, en effet, conquis une majorité confortable qui lui permet de prétendre à la présidence de ce conseil régional jusqu'alors détenu par la gauche.

La gauche ne se maintient qu'à la tête de deux régions: le Limousin et le Nord Pas-de-Calais. Deux présidences socialistes qui toutefois dépendront de l'attitude du P.C.

L'élection des 22 présidents de conseils régionaux aura lieu vendredi.

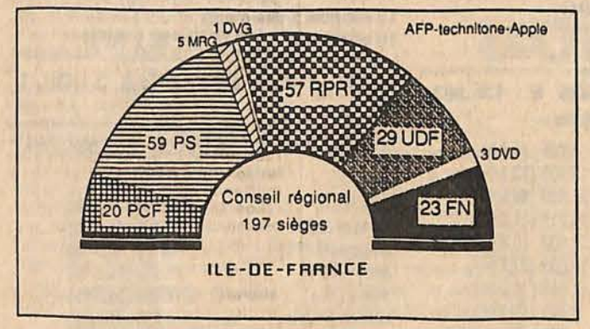
— — — o — — —

Voici, la totalisation des sièges pour les régionales enregistrés par le ministère de l'Intérieur portant sur les 96 départements de la métropole.

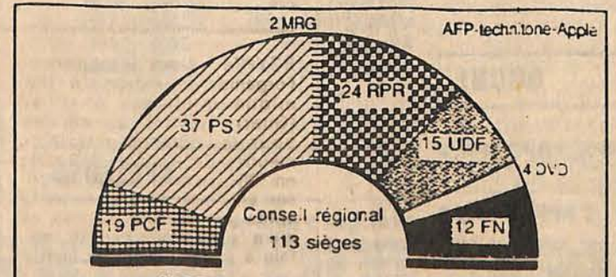
Extrême gauche: 2; P.C.: 170; P.S.: 495; M.R.G.: 43; Divers gauche: 24; Ecologistes: 3; Régionaliste: 6; R.R.P.: 328; U.D.F.: 346; Divers droite: 137; Front National: 130; Divers extrême droite: 1. Total: 1.685.

Giscard a conquis l'Auvergne

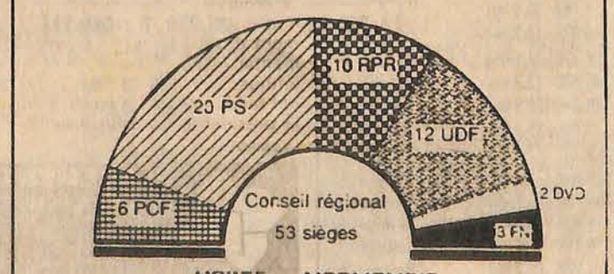
Au sein de la nouvelle majorité parlementaire, le R.P.R. apparaît gagnant ou du moins rattrape-t-il son retard par rapport à l'U.D.F. Le parti de Jacques Chirac est en tout cas désormais en mesure de disputer la présidence de quatre régions: Poitou-Charentes, présidée par René Monory, Lorraine avec Jean-Marie Rausch, Champagne-Ardennes, avec Bernard Stasi et Centre avec Maurice Dousset.



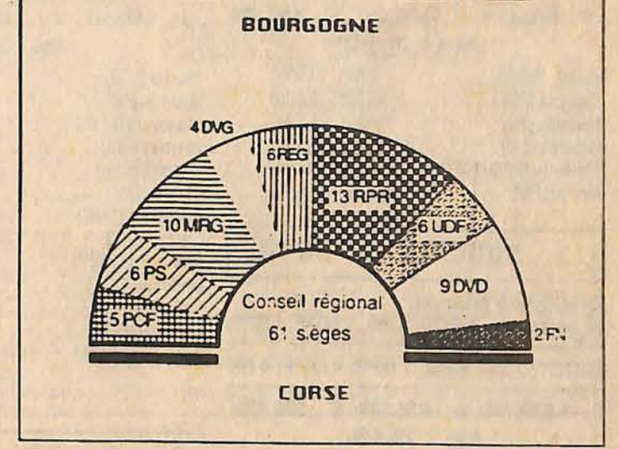
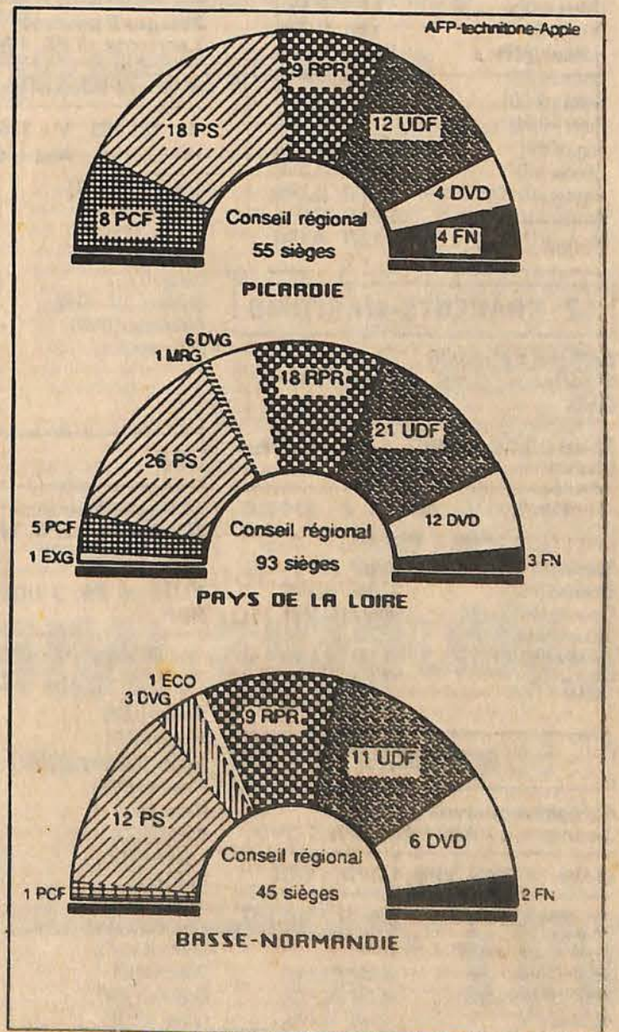
ILE-DE-FRANCE



NORD - PAS - DE - CALAIS



HAUTE - NORMANDIE



CORSE